

Pages de gauche

MENSUEL D'OPINIONS SOCIALISTES INDÉPENDANT

ÉDITORIAL

Le prolétariat n'a pas de patrie

L'année 2014 qui commence marque le centenaire de la Première Guerre mondiale. On dit que le XX^e siècle a débuté le 28 juin 1914 à Sarajevo, dans le sang, comme il s'y achèvera en 1992. La Grande Guerre marque une césure, par l'industrialisation des massacres et le rappel que l'histoire humaine n'est pas une marche linéaire vers le progrès.

Si l'engrenage menant aux hostilités semble absurde, l'Europe s'est malgré tout transformée, il y a cent ans, en un gigantesque champ de bataille. Avoir manqué à empêcher la boucherie a lourdement pesé sur l'histoire du mouvement ouvrier.

En cette année 2014 qui verra les commémorations et les ouvrages se multiplier, nous proposerons, régulièrement, une chronique autour de la Première Guerre mondiale, centrée sur la question du pacifisme. *Pages de gauche* n'ambitionne pas de trancher les querelles historiennes encore vives – L'intelligentsia capitaliste européenne a-t-elle préparé la guerre en réponse à l'effondrement du taux de profit? Comment expliquer le ralliement des socialistes aux gouvernements d'union sacrée? – mais souhaite éclairer l'action des mouvements pacifistes, avant et pendant la guerre.

Nous commencerons cette série en nous intéressant au Congrès de Bâle de l'Internationale socialiste de 1912, contre la guerre. En évoquant plus tard Jaurès, Rosa Luxemburg ou la Conférence de Zimmerwald, nous souhaitons ainsi que ce centenaire commémore aussi le refus de la guerre et l'internationalisme du mouvement ouvrier.

Réd.



Oser la question

Initiatives «Contre l'immigration de masse», «Eco-Pop» ou extension de la libre circulation des personnes à la Croatie: les votations seront nombreuses cette année, et la gauche doit y défendre une position claire: la présence d'étrangers en Suisse n'est pas le problème. En revanche, la mise en concurrence des travailleuses-eurs pour faire pression sur la protection sociale et les salaires l'est. La libre circulation doit donc s'accompagner d'un contrôle strict du marché du travail, faute de quoi la gauche peut faire pencher la balance en faveur du non à l'extension de la libre circulation à la Croatie. À suivre dans ce numéro et en 2014.

Lire en page 3

■ Entretien avec Line Rennwald

Quelles sont les causes de la baisse du vote ouvrier pour les partis socialistes?

Page 5

■ Construction syndicale

Quelles stratégies?

Page 6

■ France

Que penser du mouvement des Bonnets rouges?

Page 9

CENTENAIRE DE LA GRANDE GUERRE

Le socialisme entre ombres et lumières

Malgré son titre – *Les cloches de Bâle* –, une lecture un peu hâtive du roman de Louis Aragon donne l'impression que le Congrès extraordinaire de la Deuxième Internationale, qui se tient dans la cathédrale de Bâle en novembre 1912, est quelque peu étranger au reste du récit. Ce n'est en effet que dans la rupture introduite par l'épilogue que l'auteur s'attache à décrire avec lyrisme la grande démonstration pacifique contre

la guerre balkanique – fruit des antagonismes entre les forces impérialistes – qui se joue au même moment.

En y réfléchissant de plus près néanmoins, on constate que la trame du texte, qui suggère une inexorable marche du temps vers le socialisme, repose sur des figures féminines successives, dont la principale est Clara: Clara Zetkin, la «véritable» militante socialiste qui apparaît dans l'épilogue et qui illumine le congrès de Bâle. Pour Aragon, «elle est la femme de demain, ou mieux, osons le dire: elle est la femme d'aujourd'hui. L'égale».

La place de Clara Zetkin à l'intérieur de la description que fait Aragon du congrès socialiste est étrange. Dans une lecture téléologique (et léniniste) de l'événement, Aragon commence en effet par railler les discours des chefs sociaux-démocrates qui, dix-huit mois plus tard, trahiront le prolétariat en se rangeant derrière leurs gouvernements bourgeois. Dans le même esprit, si le sort qu'il réserve à Jaurès est évidemment différent, ce dernier apparaît, comme pratiquement toutes les délégué·e·s présent·e·s au Congrès d'ailleurs, comme faisant déjà partie du royaume des mort·e·s. Comme si ces grands

discours, au fond, n'étaient qu'une grande mascarade. Pourtant, au sein de la farce surgit la figure lumineuse de Clara Zetkin. Celle qui, en tant que femme de la classe ouvrière, l'incarne et parle à travers elle pour rappeler que ce n'est que dans la lutte active pour le pacifisme, tel que le conçoit Aragon, qu'advient la révolution prolétarienne. De l'ombre de Jaurès à la lumière de Zetkin, le socialisme ressuscité poursuit sa route. Le messianisme d'Aragon ne doit cependant pas faire oublier que ces discours ne sont finalement que la résonance des nombreuses actions concrètes menées contre la guerre par le mouvement ouvrier dans les années 1911-1912. Et qu'à ce moment-là, celui-ci œuvrait pour sa propre histoire, une histoire collective tournée vers le pacifisme et son corollaire, l'internationalisme. Aussi, le messianisme d'Aragon ne doit-il pas non plus nous empêcher de chercher à comprendre comment, moins de deux années plus tard, le chauvinisme est parvenu à tout emporter avec lui.

Thierry Bornand

À lire: Louis Aragon, *Les cloches de Bâle*, Paris, Gallimard, 1965 [1934].

IMPRESSUM

Abonnement annuel: Fr. 49.-
Abonnement de soutien: Fr. 130.-
Abonnement réduit (AVS, AI, étudiant·e·s, chômeuse·s): Fr. 39.-

CCP 17-795703-3
www.pagesdegauche.ch
Case postale 7126, 1002 Lausanne
info@pagesdegauche.ch

Rédaction:
Thierry Bornand (TB), Antoine Chollet (AC), Romain Felli (RF), Mathieu Gasparini (MG), Emilie Martini (EM), Stéphanie Pache (SP), Myriam Scherly (MS), Sébastien Schnyder (SS), Gabriel Sidler (GS), Arnaud Thiéry (AT)

Comité:
Cora Antonioli, Matthieu Béguelin, Valérie Boillat, Raymond Durous, Dan Gallin, Anne Hohenweg, André Mach, Line Rouyet, Rebecca Ruiz, Alberto Velasco, Pierre Zwahlen

Maquette:
Marc Dubois, Lausanne

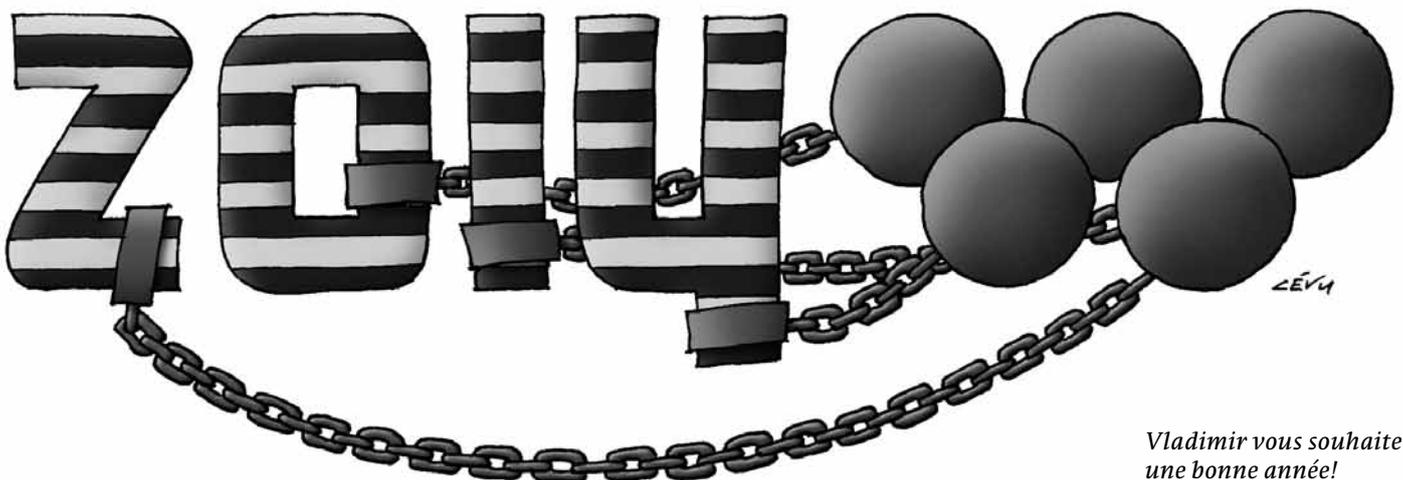
Secrétariat de rédaction et mise en page:
Gabriel Sidler

Webmasters:
Sébastien Schnyder et Mathieu Gasparini

Illustrations:
Christian Vulliod (Cévu)

Relecture:
Marion Beetschen et Salima Moyard

Impression:
Imprimerie du Journal de Sainte-Croix



Vladimir vous souhaite
une bonne année!

LIBRE CIRCULATION DES PERSONNES

Mettra-t-on les menaces à exécution?

L'adhésion de la Croatie à l'Union européenne et l'extension de l'accord sur la libre circulation des personnes (ALCP) à ce nouvel État membre de l'Union européenne (UE) reposent la question du soutien de la gauche à la libre circulation des personnes et celle des mesures d'accompagnement.

UNE AMÉLIORATION THÉORIQUE

Introduites en 2004, ces mesures d'accompagnement consistent pour l'essentiel en la facilitation de l'extension à tout un secteur des conventions collectives de travail, une augmentation des effectifs des inspectorats cantonaux du travail et l'octroi de nouvelles compétences aux conventions tripartites, avec notamment la possibilité d'imposer des salaires minimaux dans certaines branches.

Quoique constituant une amélioration de l'arsenal juridique, les mesures d'accompagnement sont beaucoup trop peu appliquées sur le terrain. Ainsi, l'inspectorat du travail n'a toujours pas les moyens d'accomplir son travail, et l'État n'a presque jamais imposé de salaires minimaux pour cause de sous-enchère salariale.

CETTE FOIS-CI SERA-T-ELLE LA BONNE?

La gauche a plusieurs fois menacé de refuser la libre circulation des personnes en l'absence d'amélioration des mesures d'accompagnement, mais elle ne l'a jamais fait. Sur le ter-

rain, il devient chaque jour plus évident que la libre circulation précarise les travailleuses-eurs en les mettant en concurrence. Les mesures d'accompagnement ne tiennent, à l'évidence, pas leurs promesses, notamment parce que celles-eux qui doivent les appliquer le font de mauvaise grâce.

Même s'il y a fort à parier que la gauche politique et syndicale soutiendra cette fois-ci encore l'extension de l'ALCP, il serait regrettable qu'elle ne saisisse pas l'occasion historique qui s'offre à elle de négocier enfin des améliorations significatives en matière de droit du travail. La gauche est en effet en position de force: le référendum sera lancé par les souverainistes et il aboutira. Que la gauche appelle à voter non, et le sort du référendum sera pratiquement scellé sous le feu des oppositions de la droite isolationniste et de la gauche.

IL FAUT NÉGOCIER

Le patronat et ses relais politiques crient au chantage: ceux-ci savent qu'ils sont faibles et il faut donc les faire céder sur l'essentiel. Le catalogue des revendications peut être posé sur le plan des principes: instauration d'un salaire minimal légal, protection contre les licenciements, droit d'accès et de contrôle des conditions de travail sur le terrain, instauration d'un système de sanctions dissuasives en cas de sous-enchère salariale.

En Allemagne, le SPD en position de faiblesse a imposé

un salaire minimal à Merkel qui n'en voulait pas. La gauche suisse en position de force peut obtenir des concessions significatives, tout en menant une campagne d'envergure contre l'initiative UDC «contre l'immigration de masse» et en dénonçant le maintien, dans l'accord avec la Croatie, des contingents qui divisent les travailleuses-eurs. En l'absence d'améliorations, il sera temps d'appeler à voter non à l'ALCP.

Arnaud Thiéry

Pourquoi dire non à l'initiative UDC

En mêlant dans une même initiative «contre l'immigration de masse» réintroduction des contingents, autorisations frontalières et limitation du droit à l'aide sociale, l'UDC souhaite que soit dénoncé l'Accord sur la libre circulation des personnes (ALCP). La gauche se réserve de refuser l'extension de l'ALCP à la Croatie en l'absence de mesures d'accompagnement renforcées. Dès lors, pourquoi appeler à voter non à l'initiative UDC?

L'UDC veut placer le débat sur le terrain de la lutte contre la «surpopulation étrangère». Or, on sait que la manière de thématiser les enjeux compte autant que les enjeux eux-mêmes. En l'occurrence, la libre circulation des personnes peut être thématisée sous l'angle identitaire ou sous l'angle socio-économique. Refuser de se laisser entraîner sur le terrain identitaire n'est pas qu'un impératif moral. Le contraire serait une erreur politique, car cela reviendrait à exonérer les véritables responsables des dérives actuelles, soit un patronat qui crée un chantage au chômage et à la délocalisation.

Si la gauche était en position de force, la réponse pourrait passer par plus d'harmonisation européenne, notamment au niveau des politiques sociales et fiscales. Cependant, vu l'état actuel de la gauche européenne, peut-être faut-il redonner aux États des moyens d'action politique pour que libre circulation ne soit pas synonyme de libre exploitation. L'enjeu du débat migratoire actuel est de placer la discussion sur le terrain socio-économique, et l'initiative UDC ne le fait pas, bien entendu. Nous ne pouvons qu'appeler à voter non à cette proposition xénophobe qui prétend lutter contre la «surpopulation étrangère». AT

ACCORD DE LIBRE-ÉCHANGE

Le syndrome chinois

Le 10 décembre dernier le Conseil National a approuvé par 120 voix contre 46 l'Accord de libre-échange entre la Suisse et la Chine, qui avait été signé l'été dernier. Au cours de la même séance, les député-e-s ont refusé, par 109 voix contre 52, de soumettre cet accord au référendum populaire.

L'acceptation de cet accord est d'une importance majeure, car il confirme que, pour la droite majoritaire, le développement du commerce prime sur toute autre considération. Économiesuisse, représentante du patronat, peut se frotter les mains: non seulement le vaste marché chinois (3^{ème} partenaire commercial de la Suisse après l'UE et les États-Unis) va lui être largement ouvert, mais l'Accord prévoit également une protection accrue des droits de propriété intellectuelle des entreprises. Comme l'a déclaré le PLR Christian Lüscher: «Pour l'économie suisse, il représente

un avantage concurrentiel très important par rapport aux pays qui n'ont pas conclu un tel accord avec la Chine et permet de prévenir la discrimination des acteurs économiques suisses».

Une telle protection, malheureusement, n'est pas offerte aux minorités politiques persécutées en Chine (absence de mention des droits humains), ni aux travailleuses-eurs, ni à l'environnement. Sur le plan des droits syndicaux, l'Accord ne prévoit rien de plus que la défense des engagements actuels de la Chine. Or la Chine n'a pas ratifié 4 des 8 conventions fondamentales de l'Organisation internationale du travail, qui portent sur le travail forcé (n^{os} 29 et 105), sur la liberté syndicale (n^o 87) et le droit de négociations collectives (n^o 98). Les organisations syndicales indépendantes sont interdites en Chine.

Concrètement, cela signifie qu'un accord de libre-échange

avec ce pays va voir l'importation facilitée de marchandises en Suisse produites par des travailleuses-eurs qui n'ont pas le droit ni les moyens de défendre leurs conditions de travail et de vie, donc par une force de travail surexploitée et opprimée.

À ce titre, le silence des organisations syndicales en Suisse est assourdissant. La défense de l'emploi dans les industries d'exportation semble devoir conduire à une attitude résignée. Que l'un des deux seuls socialistes à avoir voté contre le reste du groupe pour l'Accord soit membre du comité directeur d'UNIA ne peut que renforcer ce sentiment. Or la solidarité internationale n'est pas une simple mesure humanitaire. Elle est la condition nécessaire pour que le libre-échange ne se traduise pas par une pression à la baisse sur les conditions de travail et la protection de l'environnement en Suisse.

Romain Felli

FÉMINISME

Plutôt au CLAC qu'en cloque

En vigueur aujourd'hui, le régime du délai permet d'interrompre une grossesse dans les 12 premières semaines. Il a été plébiscité largement par 72% des votant-e-s en juin 2002. Aujourd'hui, les milieux anti-avortement, UDC en tête, remettent en cause ce droit avec l'initiative «Financer l'avortement est une affaire privée» qui prétend sortir l'avortement des prestations remboursées par la LAMal. Sous couvert de faux arguments financiers, l'initiative attaque un droit fondamental: celui des femmes de disposer librement de leur corps. En restreignant l'accès à l'interruption volontaire de grossesse (IVG), c'est l'autonomie des femmes qui est en jeu. Fin novembre, le CLAC! (collectif pour la liberté de l'avortement et de la contraception) a ainsi vu de jour dans le Canton de Vaud.

Selon le principe de solidarité qui sous-tend le système de santé, les considérations morales de quelques individus ne peuvent primer sur les droits et la santé des femmes. Cette initiative discrimine de manière honteuse les femmes les plus précarisées en leur empêchant d'accéder à la possibilité d'avorter. Elle dégage la collectivité de sa responsabilité et va très concrètement dans le sens d'une médecine à deux vitesses à travers une individualisation de la prise en charge des coûts de la santé. Sortir l'avortement des prestations de la LAMal fait partie d'une stratégie plus globale de démantèlement de la santé que nous devons combattre.

Une grossesse non désirée n'est pas une maladie, mais peut atteindre la santé physique et psychique. Elle doit donc faire partie des prestations prises

en charge par la LAMal. Les initiant-e-s prétendent vouloir diminuer les coûts de l'assurance-maladie. L'IVG est avant tout un droit, coûte bien moins cher qu'une grossesse et ne représente qu'une partie infime des coûts de la santé: 0.02%.

Le régime du délai et la prise en charge des coûts de l'IVG par la LAMal permet à chaque femme, confrontée dans sa vie à une grossesse non désirée et quelle que soit sa situation financière, de se déterminer librement quant au choix d'interrompre ou non sa grossesse. Une liberté sans possibilité de l'exercer n'en est plus une: l'IVG doit rester dans les prestations de la LAMal comme mise en œuvre effective du droit à l'avortement.

*Vanessa Monney
Membre de Feminista
et du CLAC! (www.le-clac.ch)*

VOTE OUVRIER ET PARTI SOCIALISTE

Le grand désamour

Line Rennwald vient de soutenir à l'Université de Genève sa thèse de sciences politiques consacrée au vote ouvrier pour le Parti socialiste ces quarante dernières années en Allemagne, en Autriche, en France, en Grande-Bretagne et en Suisse. Elle nous parle du résultat de ses recherches.

Les ouvrières-ers ont-ils-elles cessé de voter pour le PS, ou le PS de parler aux ouvrières-ers?

On constate une baisse du vote ouvrier pour les partis socialistes ces 40 dernières années. On constate des changements au sein de la classe ouvrière, avec l'arrivée d'un nouveau prolétariat des services et un environnement de travail différent, fait de plus petites entreprises. Mais lorsque l'on analyse la préférence entre les classes pour la redistribution des richesses, la situation évolue peu: les politiques redistributives trouvent toujours un soutien important auprès des ouvrières-ers manuels et des travailleuses-eurs des services.

Ce qui a changé, c'est le message des partis. Ma thèse montre que la manière dont les partis parlent à différents groupes sociaux est un facteur explicatif prépondérant de la perte de soutien des classes ouvrières pour les partis socialistes.

Et d'abord, qu'est-ce qu'un-e ouvrière-er?

Lorsque je parle d'ouvrières-ers, je vise les ouvrières-ers de production – qui travaillent dans une logique manuelle de production et sont titulaires d'un CFC, voire semi-ou non qualifiés. Mais j'élargis la définition aux classes populaires, soit les travailleuses-eurs peu ou pas qualifiés du secteur des services. Leur comportement de vote est assez similaire: il n'y a pas de différence marquée entre l'ancien et le nouveau prolétariat.

Comment mesures-tu l'adhésion des ouvrières-ers au Parti socialiste? Qu'en est-il des

personnes privées du droit de vote?

Je travaille avec des enquêtes électorales. L'échantillon n'inclut que les personnes ayant le droit de vote dans le pays concerné, ce qui exclut de fait une bonne partie des migrant-e-s. En outre, il est probable que les personnes avec un niveau de formation moins élevé soient moins enclines à répondre à ce genre d'enquêtes.

Par contre, je me suis aussi intéressée aux abstentionnistes. En Suisse, l'abstention était déjà élevée dans les années 1970 au sein des classes populaires. Ainsi, un-e ouvrier-e a deux à trois fois plus de chances de s'abstenir qu'un cadre. En France et en Autriche, ce phénomène est plus récent mais on constate également une montée de l'abstention au sein des classes populaires.

Qu'est-ce qu'un parti socialiste s'il ne parle plus à la classe ouvrière? Un regain du soutien des classes populaires est-il possible?

Je ne pense pas que les partis socialistes aient définitivement

perdu les classes populaires. En Autriche, en Allemagne et en Grande-Bretagne, ces partis ont perdu du soutien chez les classes populaires, mais en même temps on constate que cette perte n'est pas remplacée par le soutien massif d'un autre groupe social. Dans ces pays, le virage à droite des partis socialistes est la cause du déclin du soutien ouvrier.

Ma thèse montre que la question décisive est de savoir comment les PS développent des programmes en faveur des classes populaires et comment ils sont en mesure de politiser des enjeux liés à la redistribution des richesses. Le parti socialiste peut regagner un large soutien des classes ouvrières et populaires, s'il place à nouveau au centre de ses priorités la lutte pour l'amélioration de leurs conditions de vie et de travail. Mais la tâche n'est pas aisée, étant donné que les partis de droite et de droite dure ont surtout intérêt à ce que des enjeux comme l'immigration figurent au cœur des débats.

*Propos recueillis par
Arnaud Thiéry*

ÉLECTIONS GENEVOISES

Rien de neuf...

Lors des dernières élections genevoises, le rapport de forces entre la droite et la gauche est resté le même – la gauche étant au plus bas depuis la fin de la Guerre Mondiale, avec un tiers des suffrages et des sièges, alors que sa force habituelle à Genève se situe autour des 45% de l'électorat. On en a donc pris pour cinq ans d'un parlement où la droite et l'extrême-droite ensemble occupent les deux tiers des sièges. Et d'un gouvernement où la droite et l'extrême-droite, toujours ensemble (quoique l'élu de l'extrême-droite tienne plutôt de la girouette que du faisceau), occupent cinq sièges sur sept. Cinq ans pour que la gauche cantonale retrouve, au moins, son niveau moyen de 45% des suffrages

et des sièges (et que la gauche municipale, en Ville de Genève, conserve sa large majorité à l'exécutif et retrouve celle, perdue pour un siège, au Conseil Municipal). Cinq ans à agir non seulement dans les institutions, mais aussi, et surtout, «dans la rue», dans la société, dans l'opinion publique pour retrouver plus que des sièges perdus: cette «hégémonie culturelle» dont Gramsci faisait la clef des victoires politiques, et qui se manifeste par la prééminence des thèmes, des principes, de la culture politique de gauche dans le débat politique et social.

Tout le contraire, en somme, de ce que nous vivons en ce moment. Et pas seulement à Genève.

Pascal Holenweg

SYNDICATS

Quelles stratégies pour quelle construction syndicale?

Le débat qui a eu lieu autour de la CCT de la vente dans le canton de Neuchâtel a conduit des syndicalistes à s'interroger sur les stratégies de construction syndicale, au-delà des problèmes liés au contenu précis de cette convention. À long terme, tout le monde vise un renforcement des syndicats et des travailleuses-eurs, mais les voies pour y parvenir font l'objet de désaccords. Les débats portent sur au moins deux stratégies différentes de construction syndicale.

DEUX STRATÉGIES

La première, que l'on pourrait nommer, à la manière de

Hal Draper, le syndicalisme «par en haut», suit une logique de conciliation, en tout cas dans un premier temps. Cette stratégie a intégré dans son propre fonctionnement des rapports de force qui lui sont défavorables. L'appareil syndical négocie des conventions sans l'appui direct des travailleuses-eurs du secteur concerné, en faisant le pari que cela permettra, *dans un second temps*, de développer le syndicat et d'améliorer les conditions de travail de chacun-e. Cette stratégie comporte deux risques principaux: renforcer d'une part un appareil bureaucratique aux logiques internes et aux intérêts propres, dans lequel les travailleuses-eurs ne se reconnaissent pas, et devenir d'autre part dépendant de la bonne volonté patronale. Dans cette stratégie, la construction du syndicat est censée se faire par l'augmentation du nombre de ses membres *via* la signature de conventions, en particulier dans les secteurs d'activité où le taux de syndicalisation est très faible.

Cette stratégie marque toutefois une évolution importante par rapport à la politique des appareils syndicaux jusque dans les années 1990. Auparavant, la plupart des appareils se concentraient essentiellement sur la gestion des acquis, la renégociation périodique des CCT et le travail politique dans les législatifs, le tout dans le respect quasi religieux de la «Paix du Travail». Ce modèle persiste encore dans certains secteurs. Mais la création d'Unia en 2004 a marqué un tournant, en orientant le principal syndicat de Suisse en direction d'un modèle d'«organisation» fondé sur l'accroissement du nombre de membres. Ceci a conduit à la négociation de nombreuses CCT dans les «déserts syndicaux» du tertiaire, et à une politique d'adhésion agressive qui s'est traduite par une pression

importante sur les secrétaires syndicaux de base (nombre minimal d'adhésions par mois, *management* et techniques de *marketing* importés du syndicalisme américain, etc.) mais aussi à l'organisation de grèves et de campagnes politiques importantes.

SYNDICALISME PAR EN BAS

La seconde stratégie relève d'un syndicalisme «par en bas». Celui-ci assume une logique du conflit en essayant de renverser sur le terrain les rapports de force défavorables. Dans ce cadre, l'appareil syndical devrait soutenir les travailleuses-eurs pour leur permettre de s'organiser et de créer un rapport de force plus favorable avec le patronat. Les conventions collectives sont ainsi considérées comme l'*aboutissement* de luttes menées par les travailleuses-eurs, et non comme leur *origine*. Cette stratégie part du principe que les luttes ont de véritables effets de politisation et de conscientisation, qui permettront ensuite de conduire à des adhésions au syndicat. La construction syndicale vise alors la capacité de développer,

Salaire minimum minimal à Neuchâtel

À gauche, toute la campagne autour de la CCT de la vente dans le canton de Neuchâtel s'est faite dans la perspective de l'introduction d'un salaire minimum cantonal. Juste avant le vote, le Conseil d'État a fait part de son projet, qui fixerait ledit salaire à 20 frs de l'heure. Rappelons que la CCT en question le place quant à elle à 19 frs, pour les employé-e-s non qualifié-e-s.

Cette différence peut donner lieu à deux lectures différentes: soit elle consacre l'inutilité des CCT et des syndicats les signant, soit elle démontre qu'il faut agir dans deux directions complémentaires, en obtenant le maximum possible par la loi et par les conventions. C'est cette seconde lecture qui nous semble être la bonne. Sur la question du salaire minimum, nous disons depuis longtemps qu'il doit être fixé par la loi, en laissant le soin à des CCT de le fixer à un niveau plus élevé si les circonstances le permettent (rapport de force favorable, pénurie de main d'œuvre, bonne santé économique de la branche, etc.), et de l'accompagner d'autres éléments étrangers au seul salaire.

Dans le cas neuchâtelois, on conviendra sans peine que ce salaire minimum légal est, sans jeu de mots, vraiment minimal. Cependant, comme l'exemple de la CCT de la vente le montre, il n'est pourtant pas inutile puisqu'il augmentera tout de même le montant de certains salaires dans le canton (3% des emplois selon l'OFS, soit 1700 équivalents plein temps). Enfin, n'oublions pas qu'un salaire minimum est fait pour être augmenté au fil des ans, la première étape consistant à en imposer un étant déjà en elle-même une petite révolution en Suisse. AC



d'acti
réseau
Cette
risque
son en
qui lu
tion o
près m
aussi
gion
lieux
ont é
Au
proch
ne par
tiches
rer de
du te
lignes
L'artic
le mo
dans l
tir de
tion p
le tra
velles
à la m
À l'in
minor
combi
perdre
le rap
En d'a
on un
vies, e

TRAVAIL

Les zones d'ombres d'Amazon

ver et d'autonomiser des
ux de travailleuses-eurs.
stratégie comporte un
e évident: celui de perdre
emploi pour celles et ceux
ttent, puisque la protec-
des salarié-e-s est à peu
nulle en Suisse. Elle fait
le pari risqué de la conta-
des luttes au-delà des
ou des secteurs où elles
mergé.

u-delà de ces deux ap-
es, il semble important de
s être aveuglé par des fé-
s, quels qu'ils soient, de ti-
s informations concrètes
terrain pour se fixer des
s stratégiques cohérentes.
tulation entre le court et
yen terme pose problème
des deux stratégies. À par-
quel taux de syndicalisa-
ourra-t-on considérer que
vail de signature de nou-
CCT peut laisser la place
obilisation des salarié-e-s?
verse, combien de grèves
ritaires doit-on lancer, et
ien de personnes doivent
e leur emploi, avant que
port de force ne s'inverse?
autres termes, quand fait-
bilan des stratégies sui-
et qui s'en charge?

La rédaction



Connue au début pour la vente de livres, Amazon a désormais l'ambition de tout vendre, des livres aux couches pour chiens. En 2012, Amazon comptait plus de 50'000 employé-e-s. Le concept repose sur une livraison rapide des client-e-s grâce à des méga-entrepôts (la taille moyenne est d'environ 11 terrains de football) répartis à des endroits stratégiques. Pour augmenter les marges, Amazon impose une discipline quasi-martiale à ses employé-e-s, des salaires bas et pratique l'évasion fiscale en faisant remonter les bénéfices de ses «filiales» vers sa holding luxembourgeoise. Ainsi au Royaume-Uni pour 2012, Amazon n'a presque pas payé d'impôts pour un chiffre d'affaires de plus de 6 milliards de francs suisses.

À propos du «modèle Amazon» et des conditions de travail, plusieurs enquêtes en Europe (France, Allemagne, Royaume-Uni) viennent documenter les affirmations précédentes. Ces enquêtes, notamment en France et au Royaume-Uni prennent la forme d'enquête sous couverture: les journalistes se font engager comme intérimaires, ce qui est relativement facile (notamment vers Noël). Ils deviennent donc des «associé-e-s» pour un temps.

EXTRÊME PRÉCARITÉ

Le constat est justement que le système repose sur la précarisation extrême des conditions de travail; salaires minimum, durée hebdomadaire du travail poussée au maximum, licenciement en cas d'absences répétées et mise en concurrence des intérimaires en vue d'une éventuelle titularisation. Généralement, les entrepôts sont situés dans des zones où l'emploi se fait rare. Au Pays de Galles, le gouvernement local a ainsi subventionné Amazon pour l'installation de son entrepôt à hau-

teur d'une dizaine de millions de francs. En Allemagne, Amazon s'installe surtout à l'Est.

Autant en France qu'au Royaume-Uni, le travail se caractérise par sa pénibilité. Dans l'entrepôt, il y a des «pickeurs» qui sont chargés de rassembler les produits commandés et des «packeurs» qui sont chargés de les emballer pour l'expédition. En moyenne, un «picqueur» marchera environ 20 km par jour. Les pauses sont comptées et les «associé-e-s» se font fouiller à la sortie. Grâce aux technologies de localisation, qui permet de se retrouver dans ces énormes centres logistiques, tous les déplacements sont tracés en temps réels et la surveillance est totale.

EXPLOITATION TOTALE

La résistance est donc difficile. Ainsi en novembre 2013, le syndicat allemand Ver.di a organisé des grèves dans deux centres logistiques sur les huit que compte l'Allemagne. La revendication portait sur une hausse des salaires. La mobilisation est toutefois rendue difficile par le recours à une main d'œuvre d'intérimaires et par les pressions à la délocalisation, notamment en Pologne. Jusqu'à maintenant, Amazon refuse des négociations avec Ver.di, arguant d'un dialogue direct avec les employé-e-s.

Amazon s'est profilée comme une entreprise de la soi-disant nouvelle économie exploitant au mieux les nouvelles technologies. Toutefois, elle repose sur une organisation industrielle très classique, érigeant la division des travailleuses-eurs et le management militaire en modèle. Au niveau financier, Amazon profite de la mondialisation en ne redistribuant sa richesse qu'à ses actionnaires. S'il y a donc un modèle Amazon, c'est bien celui de l'exploitation totale.

Mathieu Gasparini

PRINTEMPS ARABES

L'An IV des révolutions arabes

Au mois de janvier 2011, une suite de séismes politiques avait lieu sur la rive sud de la Méditerranée, avec des répercussions plus larges, notamment sur certains des régimes de la péninsule arabique. En quelques semaines, deux dictateurs tombaient (Moubarak en Égypte et Ben Ali en Tunisie), quatre autres étaient attaqués (Kadhafi en Libye, Saleh au Yémen, Al-Khalifah au Bahreïn et Assad en Syrie), et d'autres régimes de la région faisaient face à une contestation plus ou moins virulente (en Algérie et au Maroc notamment). *Pages de gauche* avait alors publié plusieurs articles enthousiastes sur ces événements (cf. n° 96), et les avait immédiatement inscrits dans une tradition révolutionnaire internationale en reproduisant en première page une photo de la révolution hongroise de 1956. Mais nous indiquions aussi, dès ce numéro de février 2011, que les révolutions, en ouvrant le futur, peuvent produire le meilleur

comme le pire, refusant de remplacer le déterminisme culturaliste vouant les pays arabes à l'assoupissement autoritaire par un déterminisme historique convaincu que la liberté ne peut que croître. Ce que nous contestions dès cet instant, c'étaient toutes les conceptions linéaires de l'histoire qui ont soudain déferlé dans les médias, remplaçant du jour au lendemain les conceptions figées et stationnaires d'hier.

UN BILAN?

Trois ans plus tard, le constat est le même. Les actuels cris d'orfraie des analystes en tous genres sur la pente «réactionnaire», «islamiste», «néolibérale» ou «philoaméricaine» des régimes ou de leurs oppositions sont tout aussi indignes que les certitudes démocratiques que les mêmes nous servaient dans les premiers mois de 2011, ou que les non moins profondes certitudes autoritaires des années antérieures. Les changements intervenus suite aux événements en Tunisie et en Égypte ont considérablement élargi le champ politique, de tous côtés, et ont eu certaines conséquences que les démocrates et les militant-e-s de gauche doivent critiquer. Mais cela n'implique en aucun cas qu'il faille aujourd'hui se désoler de la chute des tyrans d'hier!

La question qu'il faut maintenant se poser consiste à savoir si le peuple s'est définitivement retiré de la scène qu'il avait occupée, massivement, en 2011. Les manifestations géantes qui ont eu lieu en Égypte l'été pas-

sé démontrent que ce n'est pas le cas dans ce pays. Les conflits politiques très rudes et les occupations qui prennent place en Tunisie montrent là aussi que ce retrait ne s'est pas encore produit. La situation syrienne est beaucoup plus difficile à interpréter, mais il semble rester des espaces dans lesquels le peuple agit encore, fût-ce marginalement. Il faut surtout se rappeler que, dès le départ, l'action populaire en Syrie a été pour l'essentiel non violente, l'opposition armée s'étant cristallisée autour de mouvements qui, pour une partie d'entre eux, n'avaient pas grand chose à voir avec le peuple.

PERSPECTIVES

On peut résumer la situation actuelle à un jeu à trois acteurs: les tenant-e-s de l'ancien régime autoritaire, les partis religieux, les démocrates. Entre n'importe lesquels d'entre eux peuvent se construire des coalitions de circonstance, comme on l'a vu en Égypte lorsque l'armée et les démocrates se sont alliés contre les Frères musulmans. Ces coalitions resteront fragiles, car les positions des un-e-s et des autres évoluent constamment, en fonction des rapports de force intérieurs et internationaux. Il importe surtout de se débarrasser des schémas binaires, le pire d'entre eux consistant à opposer religieux et sécularistes, qui ne font que brouiller la vision et ne permettent pas de comprendre ce qui se passe réellement.

Antoine Chollet



LE POING



La droite étant largement majoritaire au Parlement, il était acquis que l'accord de libre-échange avec la Chine allait passer (voir en page 4). Mais qu'une quinzaine de membres de gauche du Conseil national (PS et Verts)

aient choisi de s'abstenir voire de s'opposer au référendum populaire sur ce sujet donne une certaine idée de leur engagement tant en faveur des droits humains que de la démocratie.

LA ROSE



Dans un récent entretien à la *Berner Zeitung*, Elisabeth Kopp nous apprend que c'est sur la proposition d'Otto Stich que le Conseil fédéral refusa de la soutenir en 1988, après qu'elle les eut avertis du fameux coup de fil à son mari qui devait finalement mener à sa démission. Fût-ce *post mortem*, ce fait d'arme du Conseil fédéral socialiste soleurois mérite bien une rose, en espérant qu'elle puisse inspirer certain-e-s de ses successeuses-eurs à ce poste!

BRETAGNE

Du rouge sur les Bonnets rouges

Le 2 novembre dernier, le mouvement dit des «Bonnets rouges» a manifesté en Bretagne contre l'imposition d'une «écotaxe». Pour Philippe Marlière, ce mouvement n'est pas simplement réactionnaire comme certain·e·s l'ont analysé.

À Quimper, les Bonnets rouges ont rassemblé une foule hétéroclite de patron·ne·s, de pêcheuses·eurs et de paysan·ne·s. Politiquement, la réunion ne pouvait qu'inquiéter: on y trouvait, pêle-mêle, le NPA (gauche radicale), les syndicats CGT-Marine et FO, la CGPME (petites et moyennes entreprises), la FNSEA (agricultures·eurs), le Parti breton, l'Union démocratique bretonne, l'Union populaire républicaine (souverainiste) et le Bloc identitaire (extrême droite).

COMPRENDRE

Certain·e·s à gauche estiment que le patronat (MEDEF, FNSEA) et sa courroie de transmission politique (l'UMP) sont tellement «hégémoniques» au sein des Bonnets rouges que les paysan·ne·s et ouvrières·iers qui ont rejoint le mouvement ne sont que des «esclaves» manipulé·e·s par leurs «maîtres». L'analyse est en partie correcte, mais elle n'épuise pas le sujet. Celle-ci ne rend pas compte de la nature populaire du mouvement de révolte déclenché par les Bonnets rouges.

Plutôt que de claquer la porte au nez des «jaunes», des «Chouans» et autres «cléricaux» du mouvement, ne serait-il pas plus pertinent que la gauche tente de s'en rapprocher, de dialoguer avec eux afin de permettre de construire une contre-hégémonie à celle du patronat?

ANALYSER

Il est excessif d'affirmer que dans l'attelage hétéroclite et ambivalent de Quimper, on

n'y trouve que du poujadisme ou une forme de grillismo à la française. À Quimper ont aussi manifesté tous ceux qui luttent pour les emplois menacés. Le gouvernement a reculé sur la question de l'écotaxe à la suite des pressions conjuguées du patronat et des travailleuses·eurs.

Rappelons que l'écotaxe a été décidée sous la présidence Sarkozy, dans le cadre d'un consensus UMP-PS-EE-LV. La défense de l'environnement est ici un alibi de technocrates pour imposer un impôt indirect qui affectera terriblement les petites entreprises. Cet impôt sur les transports locaux ne règlera en rien le dérèglement climatique et la fonte de l'Antarctique, dont les responsables se situent à un autre niveau. Il existe au cœur du mouvement des Bonnets rouges une radicalité des petits contre un impôt injuste.

N'oublions pas que le mouvement ouvrier et les républicains radicaux se sont historiquement opposés aux impôts indirects ciblés en fonction des professions et de la production, pour lui préférer la taxation directe progressive ciblant les riches et le capital. Comme la révolution française l'a démontré, être contre la fiscalité n'est pas en soi un acte réactionnaire, quand celle-ci est injuste et pénalise avant tout les travailleuses·eurs les plus précaires.

EXPLIQUER

La manifestation de Quimper a vu la réactivation d'un vieux discours anti-Bretons. Ceux-ci ont été présentés dans les médias, mais aussi au sein de formations politiques de gauche, comme des individus réactionnaires, folkloriques, cléricaux, soumis et idiots (comme Bécassine), régionalistes, etc. Ces accusations outrancières sont grotesques. N'est-ce pas la «réactionnaire» Bretagne qui élit depuis trente ans un nombre record de candidat·e·s de gauche?

La rébellion populaire couve en Bretagne et ailleurs. Pourtant, nombre de commentatrices·eurs continuent de décrire les rapports entre groupes sociaux à partir de grilles de lecture désuètes. Le clivage gauche/droite, entendu comme le combat entre des forces politiques et syndicales identifiées à la droite et à la gauche est, dans le cas présent, estompé. Les Bonnets rouges mettent en scène un double clivage qui renvoie aux temps prérévolutionnaires de l'Ancien régime.

D'une part, nous assistons à la réactivation d'un clivage centre-périphérie (Paris-Bretagne), symbolisé par une fierté régionale incarnée par la présence importante des drapeaux bretons dans le cortège. D'autre part, un autre clivage oppose les acteurs sociaux et économiques (les ouvrières·iers, mais aussi les patron·ne·s) à une noblesse d'État nationale (celle des palais ministériels et des élu·e·s nationales·aux), qui fait payer au peuple des décisions fiscales injustes.

Le mouvement des Bonnets rouges est politiquement ambivalent et comporte des zones d'ombre importantes. Cependant, la gauche de transformation sociale serait bien avisée de l'aborder sans *a priori* idéologique. Les directions de partis doivent faire confiance à leurs militant·e·s locales·aux afin qu'ils entreprennent un travail de rapprochement avec les éléments progressistes de ce mouvement. Car sur nombre de ces bonnets rouges, il y a bien du rouge.

Philippe Marlière

LIVRES

«Refuser de jouer le jeu»

L'essayiste et intellectuel américain Dwight Macdonald est longtemps resté presque inconnu de ce côté de l'Atlantique. Deux récents ouvrages tentent de combler cette lacune en mettant enfin à disposition du public

francophone ses textes les plus importants, pour la plupart des articles initialement parus dans les années 1940 dans sa revue, *Politics*.

Ayant débuté comme journaliste économique à *Fortune*, Macdonald en vient à s'intéresser au projet révolutionnaire devant les effets de la Grande Dépression. Après un bref passage chez les communistes, puis, scandalisé par les procès de Moscou, chez les trotskystes, son indépendance d'esprit et son refus permanent des idéologies vont l'amener à des positions pacifistes et anarchistes, mais sans œillères et largement ouvertes aux divers courants de la gauche non communiste: la revue qu'il fonde en 1944, *Politics*, en sera d'ailleurs un point de ralliement, et publiera de nombreux articles d'auteur-e-s non aligné-e-s, américain-e-s comme européen-ne-s (C. Wright Mills, Hannah Arendt, Paul Goodman, mais aussi George Orwell, Albert Camus, Simone Weil, Victor Serge).

D'AUSCHWITZ À HIROSHIMA

Dans *Une tragédie sans héros*, les textes les plus frappants sont ceux que Macdonald publie pendant la Seconde Guerre mondiale. Alors que les informations concernant la destruction des Juifs-ves d'Europe et l'existence des camps d'extermination commencent seulement à se répandre, il est l'un des premiers à réaliser la rupture radicale que constitue Auschwitz: si le projet d'extermination des Juifs-ves est parfaitement irrationnel, «les moyens, eux, [sont] bien rationnels, bien trop rationnels [, ...] appris de la production de masse et des formes modernes de l'organisation de l'entreprise». Ce nouveau caractère industriel et déshumanisé du massacre n'est cependant pas limité aux nazis, et le développement et l'utilisation à Hiroshima de la bombe atomique par le gouvernement des États-Unis lui confirme que ce potentiel de destruction sans précédent est le résultat monstrueux de la rationalité ins-

trumentale et de la modernité technique: «la bombe est le pur produit du type de société que nous avons créé».

«REMETTRE LA SCIENCE À SA PLACE»

Cette remise en question radicale des bienfaits de la science moderne amène Dwight Macdonald, dans *Le socialisme sans le progrès*, à rompre avec la vision marxiste du monde, qu'il considère alors comme la forme la plus aboutie de «la conviction que les avancées de la science et la maîtrise croissante des humains sur la nature qui en résulte seraient l'aboutissement de la marche historique vers le Progrès». Comme les crimes de la Seconde Guerre mondiale l'ont en effet montré, les progrès de la science, loin d'apporter mécaniquement l'abondance et la libération de l'humanité, ont au contraire décuplé ses capacités meurtrières et tendent à affermir la puissance d'un système sur lequel les individus n'ont plus aucun pouvoir et qui les domine intégralement. Le «sens de l'Histoire» ne peut plus servir de boussole politique: il s'agit donc d'en revenir à la question des valeurs, qui ne peut par définition être déduite par la méthode scientifique, et doit au contraire lui fixer ses objectifs et ses limites. L'abandon du Progrès implique aussi, contre les processus historiques et les sujets massifiés, d'en revenir à l'individu et de tenter d'affermir sa liberté et son esprit critique: «celui qui veut préserver sa conscience – et sa peau par la même occasion – ferait bien de s'autoriser des “pensées dangereuses” comme le sabotage, la résistance, la révolte et la fraternité. La démarche intellectuelle qu'on nomme “esprit négatif” est un bon point de départ».

Gabriel Sidler

À lire: Dwight Macdonald, *Le socialisme sans le progrès*, *La lenteur*, 2011; *Une tragédie sans héros*. Essais critiques sur la politique, la guerre et la culture, *Editions de l'encyclopédie des nuisances*, 2013.



Dwight Macdonald (1906-1982)

Dans les bonnes librairies

Les éditions Agone et le collectif Smolny poursuivent leur édition des œuvres complètes de Rosa Luxemburg, en rééditant une série de textes consacrée au socialisme en France. Ce sont pour l'essentiel de courts textes rédigés en allemand et en polonais pour différents journaux.

Pour leur part, les éditions du Sandre continuent la publication des écrits politiques de Cornelius Castoriadis, en livrant les volumes 3 et 4 sous le titre *Quelle démocratie?* On y retrouve nombre d'écrits parus dans la revue *Socialisme ou Barbarie* dans les années 1950 et 1960, mais également quantité d'interventions plus tardives, dont certaines inédites, jusqu'à la mort de l'auteur en 1997.

Une troisième entreprise éditoriale ambitieuse est menée par les éditions La Découverte: la traduction enfin intégrale d'*Économie et société* du sociologue allemand Max Weber, dont les lectrices et lecteurs francophones ne connaissaient jusqu'à ce jour que des extraits. Le premier volume, *Sociologie de la domination*, paraît en ce début d'année, et sera suivi par deux autres. AC

À lire: Rosa Luxemburg, *Le socialisme en France (1898-1912)*, œuvres complètes, tome III, *Marseille*, Agone, *Toulouse*, Smolny, 2013; Cornelius Castoriadis, *Quelle démocratie ? Écrits politiques (1945-1997)* III et IV, *Paris*, Éditions du Sandre, 2013; Max Weber, *Sociologie de la domination*, *Paris*, *La Découverte*, 2014.

LIVRES

Un libéralisme planificateur

Les éditions Alphil viennent de publier la thèse de Johann Boillat, consacrée à la création du cartel de l'industrie horlogère suisse dans l'entre-deux-guerres. Celui-ci répond à nos questions.

Quels sont les principaux enseignements de votre recherche?

J'ai tout d'abord été frappé par la complexité et l'hétérogénéité de la branche, qui était alors extrêmement fragmentée. Il n'y a pas une horlogerie suisse, mais une multitude d'entreprises aux intérêts parfois divergents.

On s'aperçoit également que, au sortir de la Première Guerre mondiale, le mouvement ouvrier dans l'horlogerie est puissant et bien organisé. Il l'est bien plus que ne l'est le patronat, et contraint bien souvent ce dernier à négocier des avantages pour les travailleuses-eurs. Il existe même des embryons des conventions collectives de travail dans certaines entreprises.

Dans ces conditions, le patronat prend peur et décide de la création d'un cartel qui lui permette de lutter plus efficacement contre les demandes syndicales.

Comment naît ce cartel?

Jusque dans les années 1920, le patronat, viscéralement attaché à la libre concurrence, souhaite stabiliser le marché lui-même, sans intervention étatique. La crise de 1929 intervient et met l'industrie horlogère dans une situation critique. Luttant pour la survie de la branche toute entière, le patronat change de position et fait alors appel à l'État et aux banques, ce qui aura deux conséquences. La Confédération décide d'abord d'injecter plusieurs millions de francs pour soutenir la branche. Elle établit ensuite en 1934 le «statut horloger», ensemble de lois qui aboutissent à une régulation extrêmement précise du secteur. Cette réponse finan-

cière et législative de la Confédération va poser les bases du cartel horloger suisse, créant une série d'institutions chargées de contrôler l'activité des entreprises.

Comment ce développement va-t-il conduire à la «Paix du Travail»?

La «Paix du Travail» de 1937 est préparée par la cartellisation. À partir de 1932, le rapport de force se renverse et un patronat désormais organisé devient dominant face aux syndicats. Il impose dès lors une harmonisation des relations de travail qui aboutit à cette première CCT nationale.

Comment qualifieriez-vous l'action de l'État dans l'horlogerie?

À partir des années 1930, nous avons affaire à une intervention massive de la puissance publique dans l'économie. On ne peut pas parler toutefois de véritable étatisation du secteur, car c'est bien le patronat qui reste aux commandes. Davantage qu'un fonctionnement strictement corporatiste, je dirais qu'il s'agit d'une sorte de syndicalisme patronal institutionnel. Dans ce cadre, l'État est à la fois un serviteur et un planificateur. Pour comprendre ce retournement, il faut s'intéresser à l'année 1933. Les lobbies patronaux, en dehors de l'horlogerie, font alors pression sur les pouvoirs publics pour demander un changement radical de système, d'inspiration clairement anti-démocratique. Les uns défendent un système corporatiste, les autres un régime autoritaire sur le modèle de l'Italie de Mussolini. Le patronat horloger n'est pas favorable à de tels changements et se décide à proposer un système alternatif à la Confédération, de peur de s'en voir imposer un autre. C'est ce qui explique ce savant mélange de libéralisme et de protectionnisme qui singularise l'horlogerie et qui perdurera pour l'essentiel jusqu'en 1951.

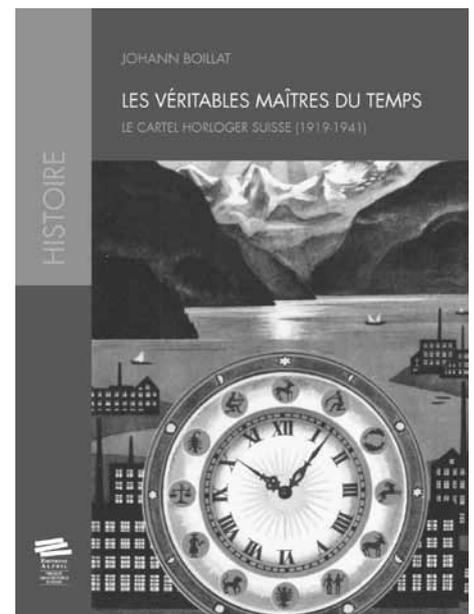
Qu'en est-il aujourd'hui?

L'industrie horlogère suisse est encore marquée par deux institutions directement issues de ces années de crise: le Swatch Group et le Swiss Made. Le premier est l'héritier direct de la position dominante du cartel mis en place dans les années 1930, et le second témoigne de l'implication déterminante de l'État dans la protection de cette branche industrielle

*Propos recueillis par
Antoine Chollet*

Une version longue de cet entretien est à lire sur notre site internet.

À lire: Johann Boillat, Les véritables maîtres du Temps, le cartel horloger suisse (1919-1941), Neuchâtel, Alphil, 2013



Hésitations du patronat

C'est à un immense travail de recherche que s'est livré Johann Boillat en se plongeant dans les archives des syndicats patronaux de l'horlogerie suisse. De la fin de la Première Guerre mondiale au début de la Seconde, il permet de retracer l'émergence d'une véritable planification industrielle du secteur, réalisée grâce à l'aide de l'État mais contrôlée par le patronat horloger lui-même. Ce travail est d'autant plus important qu'il permet de dévoiler la politique de ce dernier alors même que les archives des entreprises elles-mêmes restent pour la plupart interdites d'accès aux chercheuses-eurs. AC

**JAB**

CH-1450 Sainte-Croix

Adresse de renvoi : Pages de gauche
Case postale 7126, 1002 Lausanne

Accord de libre-échange Suisse-Chine

ON NOUS ÉCRIT

Chers camarades,
La lecture de l'article sur Lucien Tronchet m'a rappelé un souvenir du temps de mes études. Il avait été invité, en fin d'année 1943, à nous parler de son activité lors d'une soirée à la société d'étudiants de Zofingue, à Lausanne. (Mais oui, vous avez bien lu: j'ai même été président de Zofingue. Nous étions alors dans les traditions familiales, mais déjà un groupe hors normes et peu conformistes, heureux de jouer Ubu roi, avec Pauline Carton en mère Ubu). Tronchet était venu avec deux collègues de la FOBB, Pignat et Parchet (Vaud et Chablais). Je me rappelle surtout le récit de leur soutien aux Républicains espagnols, lorsqu'ils transportaient des fonds collectés en Suisse, déguisés en curés pour passer plus facilement les frontières. La guerre d'Espagne a dû

confirmer ses convictions anti-staliniennes et pour le POUM. La guerre d'Espagne était encore très présente dans nos esprits. C'est d'ailleurs alors qu'a commencé mon évolution à gauche.

À titre anecdotique, je signale que Léon Nicole est aussi venu un soir à Zofingue (1943-44): il s'est adressé avec une grande psychologie à des étudiants conservateurs, parfois réactionnaires.

Je pense que l'engagement antifasciste de Tronchet a aussi été une part importante de son activité.

Avec mon meilleur souvenir et mes amitiés,

Jean-Claude Vautier, Orbe

On trouvera également sur notre site Internet une mise en perspective de l'action de Tronchet dans l'après-guerre, par Dan Gallin.